



Défense : la mort, au cœur de la singularité militaire

Le soldat donne la mort sur ordre de l'Etat, mais peut aussi la recevoir. Il dépasse la peur de la mort, au nom de la défense de la vie, et se bat pour la préservation de la paix.

Ce thème de la mort a fait l'objet d'un colloque organisé, le 21 octobre 2019 à Paris, par l'Association nationale des participants aux opérations extérieures. Y sont intervenus : Véronique Peaucelle-Delelis, directrice générale de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre ; le général François Lecointre, chef d'Etat-major des armées ; des chefs qui ont commandé au feu et perdu des hommes ; des familles de militaires endeuillées.

Dimensions éthique et politique. L'esprit de chevalerie reste le centre de l'éthique militaire française, rappelle le général Lecointre. Aujourd'hui, le soldat se doit d'être le plus efficace possible dans la mesure où il va donner la mort, alors que la précision des armes permet de frapper la cible à des milliers de km.

La France recourt à la force en la subordonnant à un objectif politique, supérieur, à atteindre. Cette relation particulière à la mort implique de la limiter au maximum, car il ne s'agit pas de tuer l'ennemi, mais de le « neutraliser » pour l'empêcher de contrarier cette volonté. La dissuasion nucléaire consiste à pouvoir infliger à l'adversaire des dommages jugés inacceptables par sa propre opinion publique. Cœur du dispositif, le président de la République doit assumer cette responsabilité, consubstantielle à sa fonction de chef de l'Etat. Il s'imprègne aussi de celle d'engager des opérations extérieures (Opex). Les chefs militaires définissent les objectifs, que les soldats considèrent comme une mission sacrée à accomplir. La mort de l'un d'eux en Opex se répercute sur le commandement à tous les niveaux hiérarchiques. Elle constitue une remise en question de la décision et de la prise de risque inhérente à la position du chef. La grandeur de l'armée française, souligne le général, repose sur le fait que chaque chef n'expose ses hommes à la mort qu'en dernier recours et tente d'exécuter sa mission au mieux.

Commander au risque de la mort. Cet état d'esprit a été abordé par plusieurs intervenants : Mgr Antoine de Romanet, évêque aux Armées ; médecin en chef Nicolas Zeller, conseiller santé auprès du commandant des opérations spéciales ; général de corps d'armée (2S) Jacques Lechevalier, ancien commandant de la 11ème Brigade parachutiste ; colonel Rémi Chalmin, ancien chef de corps du 40ème Régiment d'artillerie ; colonel Thierry Sutter, ancien commandant du Commando parachutiste de l'air N°10 ; colonel Thierry Tricand de la Goutte, ancien chef de corps du 17ème Régiment du génie parachutiste ; capitaine de frégate (er) Norbert Tafzi, ancien commandant des Commandos Marines *Jaubert* et *Trépel*. La condition militaire donne du sens à l'engagement, à la noblesse de la vie et à la réalité de la mort, estime Mgr de Romanet. Par son attitude, le chef doit inspirer la confiance, aller à l'essentiel, rester à l'écoute et faire preuve de courage, car la fraternité d'armes est unique. Il doit prendre, en une fraction de seconde, des décisions mûrement réfléchies, sans haine et avec de l'humanité. Celui qui a été confronté à la mort au combat a besoin de partager ses états d'âme, souligne le médecin en chef Zeller. Froid, faim et nuit correspondent à la réalité de la guerre avec un grand décalage entre les deux conflits mondiaux, aux lourdes pertes, et les Opex, avec beaucoup de jours sans mort. Les jeunes d'aujourd'hui ne disposent plus des mêmes repères, par rapport à la mort, que leurs grands-parents. Cette part d'éducation, abandonnée, devrait à nouveau faire partie de la formation des soldats, pour mieux les préparer à la réalité, balancier

permanent entre la vie et la mort. De son côté, le général Lechevalier rappelle que le chef absorbe le stress de l'unité et diffuse la « bonne » énergie. La préparation au combat, par la simulation, ne remplace pas la réalité du terrain. Pendant la guerre en Afghanistan, chaque lundi sur la base aérienne de Bagram, l'affichage de l'action d'un mort au combat le rappelle. Rien qu'en 2009, la coalition internationale a perdu 600 hommes. Le rapatriement des morts est précédé d'une prise d'armes, essentielle à la cohésion de leur unité. L'hommage national aux Invalides la renforce, d'autant plus que toute l'unité a prévenu les familles des morts avant qu'elles l'apprennent par la presse, précise le colonel Chalmin. En Afghanistan, un combat intense de 30 minutes se termine avec plusieurs morts et blessés mettant en doute le sentiment d'invincibilité, se souvient le colonel Sutter. Le chef doit gérer la panique, penser à ses personnels, faire ramener les morts et...continuer la mission ! L'acte d'héroïsme ne consiste pas à rechercher la mort, mais à sauver la vie de l'autre, souligne le colonel Tricand de la Goutte. Le soutien santé, avec une médicalisation inférieure à une heure, constitue le point fort du moral des soldats blessés, dont l'unité, restée en France, doit être informée le plus rapidement et exactement possible. Au combat, tout bascule au niveau des tirs quand il faut donner une autre mission, non planifiée et risquée, se souvient le capitaine de frégate Tafzi. En décembre 2010 en Afghanistan, 20 commandos marines sont pris à partie par 50 talibans dont 2, repérés par un drone, s'enfuient. Malgré un commando mort à déplorer, Tafzi donne l'ordre de les poursuivre. Il a appris, après, l'importance de la mort de ces deux chefs pour la coalition internationale. Chaque commando impliqué dans cette opération a rencontré un psychiatre.

Deuil des familles. Ont perdu un proche au combat (*photo*) : Dominique Jacq et Pascale Lumineau, un fils ; Aude Lepage et Patricia Rouault-Chalier, un époux ; Céline Sirouet Noblet, un frère. De leurs témoignages, il ressort que toute la famille s'engage avec le soldat, qui n'évoque jamais l'issue fatale devant elle. Quoiqu'omniprésente, la mort n'est jamais un sujet de conversation. Son annonce met les familles en état de choc avec l'impression que le monde s'écroule. Le soutien administratif immédiat de l'institution militaire et d'associations s'avère indispensable. La communication, partage d'une peine commune, fait partie du travail de deuil des familles, fières de leurs morts.

Loïc Salmon

La carte du combattant, signe de reconnaissance et de réparation, a été attribué à

210.000 militaires au titre des opérations extérieures depuis 1962, indique Véronique Peaucelle-Delelis. L'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG), présent dans 105 départements ainsi qu'en Algérie, Maroc et Tunisie, dispose d'un budget annuel de 27 M€ pour l'accompagnement personnalisé des anciens combattants, veuves et orphelins. Particularité française, le statut de « pupille de la nation » concerne 1,1 million d'orphelins de guerre ainsi adoptés, dont 200 en 2018. La même année, l'ONACVG a dépensé 5,5 M€, pour accompagner 1.338 pupilles, et 530.000 € pour le traitement de 444 dossiers d'aide à la reconversion et 250 dossiers d'accompagnement de blessés. Sur le mémorial des opérations extérieures, inauguré le 11 novembre 2019 par le président de la République, sont inscrits 549 noms de combattants morts pour la liberté. Il devient le 10ème haut lieu de la mémoire nationale.

[Opex, des vies pour la France](#)

[L'ONAC-VG : 100 ans au service du monde combattant](#)

[Opex, projet de monument aux morts \(2011\)](#)